

Le ministre du Travail a décrit le principal objectif de l'assurance-chômage comme étant «un stabilisateur ou, si vous le préférez, un volant économique.» Il me semble que par suite de son attitude actuelle, le présent gouvernement perd la maîtrise de ce volant. Les politiques économiques du gouvernement brûleront le moteur, démantibuleront la boîte de vitesses, démoliront le vilebrequin et gauchiront l'arbre de transmission.

Après la théorie du régulateur le ministre a ensuite eu comme objectif l'universalité. Je citerai mot à mot ce qu'il a dit le 17 juillet 1967 en s'adressant à Kingston à des fonctionnaires de l'assurance-chômage et je me servirai pour ce faire du texte officiel distribué par le bureau du ministre:

J'ai déjà évoqué brièvement qui, à mon sens, est le deuxième grand objectif de la politique d'assurance-chômage actuelle, c'est-à-dire l'universalité.

Personne, dans ce parti ne voit d'objection à ce que le régime s'élargisse au maximum, grâce à une couverture suffisante des risques. Malheureusement, le bill—on le verra lorsque nous l'étudierons au comité—ne spécifie pas clairement les nouvelles catégories d'assurés. En tant que député des Maritimes, je dis que nous sommes heureux que la couverture s'étende aux pêcheurs et aux ouvriers agricoles.

Toutefois, nous devons nous montrer prudents ici, au Parlement, avant de prendre quelque initiative qui pourrait nuire à la solidité actuarielle du régime d'assurance-chômage. Je dis carrément que si nous transformons ce régime en un autre vaste programme d'assistance sociale sous les auspices du gouvernement actuel, nous trahirons les millions de travailleurs qui ont placé dans ce programme, depuis bien des années, l'argent qu'ils ont durement gagné et celui de leurs employeurs.

Si l'assurance-chômage—qui a été jusqu'à présent un régime d'assurance fondé sur des considérations actuarielles—doit devenir un autre régime d'assistance sociale, nous devons reconnaître que le contribuable et l'économie seront appelés à fournir d'autres millions de dollars pour financer des programmes non rentables, aggravant ainsi l'inflation, la vie chère, l'augmentation des coûts et la dépréciation constante de notre dollar.

Tout le système capitaliste repose sur la confiance envers le dollar comme unité de change. Si ce gouvernement s'obstine à mettre en œuvre des politiques qui détruisent la confiance des Canadiens et des investisseurs étrangers en la valeur de notre dollar, il provoquera notre ruine économique.

Le ministre du Travail connaît parfaitement, j'en suis sûr, les effets des principes et des programmes qu'il expose. Parlant à Kingston—sans doute dans un moment de franchise—il a dit:

Les taux sont les mêmes depuis quelques années et l'inflation les a, dans bien des cas, rendus tristement insuffisants.

Nous pouvons tous être d'accord là-dessus. Je n'ai jamais autant approuvé un ministre du gouvernement actuel que lorsque j'ai entendu celui-ci dire que l'inflation avait englouti les prestations. Il faut bien se le dire: depuis l'entrée en fonction de ce gouvernement—ce fut, je crois, un sombre jour pour le Canada—il y a eu un invité inattendu et indésirable devant chaque table canadienne. Cet invité, c'est l'inflation. Ce parasite a été introduit dans les foyers canadiens par le gouvernement actuel. Je songe à la lamproie qui commence par sucer le sang de sa victime, sape son énergie et finit par la tuer.

Les Canadiens ont payé, sous forme d'impôts indirects causés par l'inflation pour les extravagances et l'incompétence du gouvernement. Depuis qu'il est au pouvoir, les prix ont augmenté sur une vaste échelle, presque impossible à évaluer. L'augmentation varie entre 10 et 15 p. 100 sur toute la ligne. C'est l'impôt indirect que les Canadiens paient pour des politiques inefficaces qui ne profitent pas à l'économie et n'encouragent pas son expansion. Elle a eu pour seul effet de réduire considérablement le pouvoir d'achat de notre dollar.

Dans une certaine mesure, disons 2 p. 100 par an, l'inflation est tolérable. Elle n'est pas souhaitable, mais on peut la tolérer dans une économie hautement industrialisée. C'était le chiffre lorsque le parti conservateur, dirigé par le très honorable John G. Diefenbaker, était au pouvoir. Sous le gouvernement actuel, les prix ont dépassé du double ou même du triple la proportion de 2 p. 100. Le ministre le sait et le gouvernement aussi. D'après le ministre du Travail, on doit relever les taux à cause de l'inflation. Lui-même ou le gouvernement n'ont-ils jamais soupçonné ce qui avait provoqué cette inflation?

● (4.00 p.m.)

Comme je ne suis pas en mesure de donner un cours en science économique, je n'en donnerai pas au gouvernement, ni au ministre du Travail (M. Nicholson), ni même au ministre